

RÉSISTANCE SOCIALE

La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès



SOMMAIRE

p.1 : L'édito p.2 : International : Droits et luttes des femmes dans le monde / Les bras m'en tombent : Trump s'attaque aux services p.3 à 6 : Place au débat : Alternatives à la tronçonneuse p. 6 : Actualité sociale. Avez-vous remarqué ? p. 7 : Brèves sociales : Privatisation du rail ; mortalité infantile ; grandes fortunes et pauvreté p. 8 : Coup de gueule : Mais où sont passés les Duplomb Lajoie ? ?

EDITO

Après Barnier, après Bayrou, après Lecornu 1, voici donc Lecornu 2, soit quatre premiers ministres en l'espace d'un peu plus d'un an. Tout cela d'en doutons pas pour effectuer la même politique qui profite aux plus riches. Macron, qui se prenait hier pour Jupiter, se présente aujourd'hui comme un président recroquevillé auprès d'un quartieron de fidèles, refusant obstinément de reconnaître le résultat des élections législatives de juin 2024. Mais, les mêmes causes produisant les mêmes effets, on ne voit pas comment Sébastien Lecornu pourrait échapper à la censure même si celle-ci ne se produit qu'au moment du vote du budget et non dès le lendemain de la nomination de son gouvernement. Certes, il a échappé à cette dernière en promettant la suspension de la réforme des retraites – suspension et non abrogation comme le réclame une très large majorité de nos compatriotes. Toutefois, pour que cette suspension soit effective, il faudrait -de l'aveu même de Lecornu au Sénat- que le budget de la Nation et le PLFSS soient votés, ce qui ne paraît pas une mince affaire tant les dissensions sont fortes entre les députés et entre les députés et les sénateurs. Le gouvernement devra-t-il recourir aux ordonnances pour mettre en place un budget comme le redoutent certains partis de gauche ? Nul ne le sait encore. Ce qui est sûr c'est que l'absence d'utilisation de l'article 49-3 de la constitution par le gouvernement est censé permettre à la discussion budgétaire d'aller

jusqu'à son terme. Cependant qui peut penser que des amendements de suppression de certaines des propositions iniques du budget initial comme le doublement des franchises médicales, l'année blanche fiscale et sociale, la remise en cause de l'abattement de 10% qui profite à tous les retraités, la baisse des dotations aux hôpitaux ou des allocations familiales, auront la moindre chance de passer ?

Ce sera aussi l'occasion de montrer le vrai visage du Rassemblement national qui prétend agir pour le peuple mais s'oppose systématiquement aux mesures ciblant les entreprises et les plus riches.

Seule une forte mobilisation sociale pourrait faire réfléchir les députés aujourd'hui soutiens de ce budget de régression. Qu'on l'appelle grève générale ou non, c'est une action dans la durée qui pourrait être en mesure, à la veille des élections, qu'elles soient municipales en mars 2026 ou potentiellement législatives, de changer la donne.

Résistance Sociale y prendra sa part.

Je ne voudrais pas terminer cet édito sans rappeler qu'il y a juste 80 ans la Sécurité Sociale voyait le jour grâce à l'action d'Amédée Croizat, ministre du travail mais aussi des syndicats CGT et FO dans le prolongement des travaux du Conseil National de la Résistance.

Pierre KERDRAON

INTERNATIONAL

Spécial Actualités, droits et luttes des Femmes dans le monde

Maroc : Ibtissame Betty Lachgar , née en août 1975 à Rabat, est une militante des droits humains, féministe radicale et abolitionniste marocaine.

Elle a cofondé le Mouvement alternatif pour les libertés individuelles (MALI), dont elle est la porte-parole, un mouvement féministe universaliste qui œuvre pour les droits des femmes, les droits des LGBT, l'avortement, la liberté sexuelle, et l'instauration d'un Etat laïc, au Maroc.

A la suite d'une publication sur le réseau social X, fin juillet 2025, dans laquelle elle publie une photo, prise à Londres, où elle pose avec un tee-shirt portant l'inscription « Allah is lesbian », elle subit du cyberharcèlement, des milliers de menaces de viol, de mort, avec appel au lynchage et à la lapidation. La publication comprend également le message : «Toutes les religions sont phallocrates et misogynes». Le 10 août 2025, elle est arrêtée et placée en garde à vue, puis en détention et une enquête est ouverte par la justice marocaine. Un tribunal de Rabat l'a condamnée à trente mois de prison pour « atteinte à l'islam».

Inde : Un directeur d'école et un employé ont été arrêtés après des allégations selon lesquelles des étudiantes avaient été déshabillées pour vérifier si elles avaient leurs règles après que des taches de sang aient été trouvées sur le mur des toilettes.

Une jeune femme de 19 ans est retrouvée morte chez elle, sa famille allègue viol et meurtre par un "amoureux".

Une fillette de 4 ans, portée disparue depuis le 3 juillet, a été retrouvée morte dans une fosse d'un village de Bhojpur avec des taches de sang sur le visage et la partie inférieure du corps, donnant lieu à des soupçons de meurtre après viol.

Une jeune fille de 14 ans a été retrouvée morte à la maison avec des blessures à la tête, viol et meurtre soupçonnés

Pakistan : Une jeune fille de 16 ans est devenue la dernière victime d'un soi-disant "homicide d'honneur" après que son père l'aurait abattue pour avoir refusé de supprimer son compte TikTok.

Afghanistan : Les femmes sont interdites d'études secondaires.

La fermeture des refuges pour femmes par les talibans rend les femmes afghanes vulnérables à la violence masculine.

Les forces talibans utilisent des chocs électriques sur les femmes afghanes « trop habillées ».

Soudan : Les violences sexuelles ciblées contre les femmes et les filles de certaines ethnies ont été classées comme l'une des conclusions les plus troublantes à ressortir d'une enquête de la CPI sur les crimes commis au Darfour.

Le nombre de féminicides a augmenté de 28% pendant une canicule.

Douze millions de filles sont forcées de se marier avant l'âge de 18 ans chaque année, et une sur six a moins de 15 ans.

LES BRAS M'EN TOMBENT

Après les biens, Trump s'attaque aux services.

Et c'est encore plus grave !

Le Président des Etats-Unis a déclaré qu'il allait s'attaquer à tous les pays qui ont mis en place une régulation ou des taxes à l'égard des acteurs du digital US en leur imposant des droits de douane prohibitifs. Dans le viseur, l'UE et sa législation portant sur le numérique.

Trump ne veut plus de la responsabilité des plateformes à l'égard du contenu répréhensible (pédoporno, incitation à la violence, etc), de la protection des données privées des utilisateurs des réseaux sociaux ou de la taxe minimale à 15% sur les profits qui permet d'éviter l'évasion fiscale internationale des géants US du numérique... autant de mesures adoptées par l'UE ces dernières années.

Il s'agit de refuser aux pays de l'UE de choisir leur loi économique et culturelle sur leur propre espace national ou communautaire (territoire de l'UE). Nouvelle perte de souveraineté !

Mais on peut compter sur Mme Von der Leyen et les dirigeants européens pour s'opposer aux Etats-Unis avec la même fermeté que celle dont ils ont fait preuve lors des dernières négociations commerciales !

PLACE AU DÉBAT

ALTERNATIVES A LA TRONCONNEUSE

Par Jean-Claude CHAILLEY

La « tronçonneuse » ce n'est pas que Milei, Trump, Elon Musk, ...La France est contaminée.

La lutte entre ténors politiques de toutes les variantes de droite et d'extrême droite concerne la présidentielle. Pas le fond de la politique. Ils sont tous d'accord pour « baisser les dépenses publiques » de 120 - 150 milliards en 4 ou 5 ans sur la Sécurité sociale et les services publics, se débarrasser de 1 million de fonctionnaires, « rapprocher le brut du net », imposer une prétendue « dose de capitalisation » ...

Pour eux il n'est pas question de toucher, même modestement, aux profits des entreprises, aux milliardaires. Au contraire malgré les déficits on leur promet de nouveaux dégrèvements que ce soit de cotisations sociales ou d'impôts de production. Ils auto déclarent leurs paquets d'action « outil de travail ». Exemple les 75 milliards de Mme Bettencourt Meyers : son « outil de travail » c'est les paquets d'action que lui a transmis sa maman, Liliane.

Après ils dénoncent comme « rentiers », comme profiteurs, les chômeurs ou RSA ! Mieux vaut s'en prendre aux pauvres sous couvert de « lutte contre l'assistanat ». Rien de moderne, c'est un plagiat d'Adolphe Thiers, le fusilleur de la Commune, il y a 150 ans. Ou rendre les immigrés responsables de tout, de déficits monstrueux, comme avant-guerre les « ritals », les « polaks », les juifs...

On a beaucoup de tronçonneur.es en France. Mais la différence avec l'Argentine et les Etats Unis, c'est qu'on a un président massivement rejeté, des gouvernements successifs minoritaires, des mobilisations encourageantes même s'il faut les amplifier et mieux les coordonner.

On peut sauver et reconquérir notre modèle social !

A) Leurs manipulations se fracassent contre le mur de la réalité. Le problème c'est le manque de croissance, la quasi-stagnation du PIB.

Il ne faut pas inverser, se laisser impressionner par les prétendues « 57 % de dépenses publiques » qui caractériseraient une France « socialiste » (responsable LR, éditorialiste BFM, PDG de fonds d'investissement, ...)

C'est une manipulation de l'opinion publique pour 3 raisons :

1) Un % est une division. Par exemple une dépense de 100 pour un PIB de 100 c'est un ratio de 100 % des dépenses / PIB. Si la dépense reste à 100 mais que le PIB baisse à 50, on passe à 200 % / PIB. **Le problème c'est le PIB trop faible pas les dépenses trop hautes puisqu'elles n'ont pas changé.**

C'est ce qui se passe en France. **Si on avait le même PIB / habitant que la Hollande, personne ne parlerait dépenses.**

La politique de l'offre mené depuis la fin du quinquennat Hollande est catastrophique même par rapport aux politiques toutes libérales de l'OCDE !

2) Les 57 % ne sont pas uniquement des dépenses « publiques » **puisqu'il y a des cotisations sociales qui sont une partie du salaire**, et ça fait une énorme différence avec les pays qui financent leur protection sociale par l'impôt. **La comparaison est volontairement faussée.**

3) **La comparaison dépenses / PIB est aussi pertinente que comparer les dépenses « publiques » à la hauteur du Mont Blanc** : les « dépenses privées » ne sont pas de 100% - 57% = 43 % comme on essaie de nous le faire croire car **les dépenses publiques ne sont pas une partie du PIB**. Voir les calculs de l'économiste atterré Christophe Ramaux qui évalue les dépenses « privées » à environ 250 % comparées au PIB.

► **Le total des dépenses « publiques » et « privées » est de l'ordre de 300 – 350 %.**

On ne doit pas accepter leur affirmation qu'avec avec 57 % on serait « champions du monde des dépenses publiques... »

B) Dans l'immédiat on peut avoir des budgets Sécurité sociale et services publics progressistes car Macron a multiplié les dépenses inutiles ou excessives. Rien n'oblige à les conserver, encore moins à les accroître !

Jean Pierre Raffarin, ex Premier ministre, l'a avoué à sa façon : « *je suis contre la suspension ou l'abrogation de la réforme des retraites car c'est la seule économie qu'on a faite* ». Oui ils font des économies sur la protection sociale et les services publics et d'énormes gaspillages ailleurs :

Macron et ses gouvernements sont totalement responsables des dizaines de milliards d'exonérations de cotisations sociales « patronales » et de cadeaux budgétaires.

Plus de 200 milliards par an d'aides aux entreprises (7 points de PIB) c'est trop. Personne n'a pu les justifier. Ça se comprend, on connaît le résultat global : gigantesque recul de l'industrie, gigantesque recul du PIB par habitant en France qui est 24ème en 2024 (FMI), au-dessous de la moyenne de la zone euro !

Pourtant M Lecornu 1, l'homme dit de « compromis » veut en rajouter. 3 exemples :

1) **La CVAE** (cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, créée en remplacement de la taxe foncière des entreprises). **Elle était de 15 Md en 2020. Elle n'est plus que d'environ 4 milliards, et M Lecornu veut encore la baisser de 1,3 Md. Ce n'est pas un « compromis », c'est une provocation !**

2) **Pareil pour les exonérations de cotisations sociales à la Sécurité sociale. En 2017 elles étaient de 36 Md (Projet de loi d'approbation des comptes de la sécurité sociale 2022 ANNEXE 2) ; Elles sont de 75 Md en 2024 (Rapport à la Commission des comptes de la Sécurité sociale)**

Non seulement on a créé des déficits, mais on a créé des trappes à bas salaires, donc des produits à faible valeur ajoutée. Or il n'est pas possible d'être compétitif sur les salaires avec la Roumanie, la Bulgarie, la Pologne, proches géographiquement, et aux couts du travail inférieurs à la moitié de la France. On subventionne les délocalisations !

M Lecornu trouve que ce n'est pas assez. Il propose « une défiscalisation et un allègement des charges sociales » sur les heures supplémentaires ». Idem pour la prime Macron

3) **Idem pour le budget militaire.** Rien n'oblige, sauf vouloir plaire à Trump qui transfère ses dépenses militaires à l'OTAN, à passer de **33 milliards en 2017 à 100 milliards en 2030 auxquels s'ajoute la participation aux dépenses au niveau européen.**

6,6 Md d'augmentation sont prévus pour 2026, davantage que l'abrogation de la réforme des retraites. Or la militarisation dans un ou plusieurs pays entraîne la militarisation dans le monde entier. Ainsi il y a réarmement massif de l'Allemagne, qui va avec une nouvelle réforme du chômage : « *Les chômeurs d'outre-Rhin verront leurs allocations réduites de 30 % au bout de deux entretiens manqués dans un centre pour l'emploi...* » (Les Echos). On ne peut dénoncer le réchauffement de la planète et s'accommoder des guerres et de dépenses mondiales délirantes. Il faut la paix, il faudrait un nouveau Jaurès.

► Il y a de multiples moyens de récupérer des dizaines de milliards en cotisations sociales, en réduction de dépenses devenues très excessives, en justice fiscale.

► Le MEDEF menace en permanence mais la réalité c'est qu'il y a tellement d'argent qu'ils rachètent massivement leurs propres actions : 25 -30 Md / an.

► Si la fraude reste de 80 – 100 milliards, c'est pour l'essentiel parce qu'on permet l'existence de paradis fiscaux en Europe, parce qu'on permet que « l'optimisation fiscale » soit légale.

Augmenter les salaires, et non les baisser en rapprochant le « brut » du net »

Toutes les fédérations patronales, toutes les variantes de droite et d'extrême droite, la plupart des journalistes et « experts » martèlent « il faut augmenter les salaires ». Etonnant et même louche de la part du patronat ! Puis ils précisent : « **Pour augmenter le NET il faut baisser les charges sociales** ». Il faut expliquer le piège aux salarié.es.

Rappel des fondamentaux de l'économie :

Dans tout système économique c'est le travail qui crée les richesses ; c'était vrai avant le capitalisme, ce sera encore vrai si un jour il y a le socialisme.

SALAIRE		PROFIT (EBE)		Impôts - subv
Salaire NET		Cotisations sociales		
		Cotisations salariales	Cotisations "patronales"	

Les cotisations sociales sont une partie du salaire. Conséquences :

- 1) On ne peut augmenter le salaire par la baisse des cotisations puisque ce serait « augmenter » le salaire en prenant « l'augmentation »... dans le salaire !
- 2) La fausse augmentation des salaires remplacerait une vraie augmentation. Au moment des NAO (Négociations Annuelles Obligatoires), les employeurs diront : « vous venez d'avoir votre (*fausse*) augmentation, vous n'en aurez pas une deuxième ». **C'est donc en réalité une baisse des salaires car la fausse augmentation serait mangée par l'inflation.** C'est une des raisons de la campagne effrénée du MEDEF, de toutes les fédérations patronales.
- 3) Les cotisations qui manquent asphyxieraient la Sécu, autre objectif du patronal et de ses suppôts : **tuer la Sécu, imposer la capitalisation.**

Et la baisse de la CSG entre le SMIC et 1,4 SMIC (proposition PS) ?

La CSG est de fait un 2^{ème} impôt sur le revenu, plus important que le 1^{er} (153 Milliards en 2024). Elle est payée à 88 % par les revenus d'activité et de remplacement (retraite, chômage).

Si on baisse la CSG qui finance la Sécurité sociale, par quoi la remplacer ?

Comme dit Sophie Binet s'il s'agit de remplacer la CSG par une augmentation des cotisations, notamment « patronales » (75 milliards d'exonérations par an + 15 milliards d'exemptions), c'est parfait. M Barnier avait reconnu que les exonérations de cotisations « patronales » avaient bénéficié d'un « effet d'aubaine » de 20 milliards entre 2021 et 2023, ce ne serait donc que justice.

C) **NON LA SECU N'EST PAS « UN MODELE A BOUT DE SOUFFLE »**

C'est le titre du Quotidien du médecin, comme de beaucoup d'autres.

- Pourtant les médecins doivent savoir que par exemple le Ségur de la santé n'a pas été financé. Il manque plus de 10 milliards par an à la Sécu. Eux-mêmes ont réclamé de fortes revalorisations. Ce ne peut être au détriment de leurs patients, il faut des moyens supplémentaires.
- Il est incontournable de dépenser davantage pour la protection sociale : allongement de l'espérance de vie, davantage de maladies chroniques, davantage de retraité.es, pic du baby-boom, progrès d'imagerie, nouvelles thérapeutiques, ...
- On peut aussi faire des économies. La privatisation, la financiarisation galopante, sont ruineuses. Les labos par exemple ont une marge double des autres secteurs de l'économie (CNAM). Les méthodes de management tournées vers l'économie au lieu du soin ont des effets pervers ruineux. La prévention est le parent pauvre en France.

Fonction publique

M Juvin, député LR et chef des urgences à l'Hôpital Européen Georges Pompidou veut se débarrasser de 1 million de fonctionnaires. Il est même prêt à les payer 70 % de leur salaire pendant 10 ans, qu'ils retrouvent un emploi ou non.

Quel mépris : 1 million « d'inutiles ». Où (Elon) Juvin les trouve t-il ? 200 000 de trop à l'hôpital ? dans l'enseignement ? 40 000 dans l'armée ? fermer des mairies ? ...

Non il faut au contraire rendre la fonction publique plus attractive. L'éducation, la recherche, en particulier sont une priorité. Les libéraux n'ont jamais compris que les services publics ne sont pas l'ennemi de l'industrie mais complémentaires.

Nos revendications immédiates

Aucune coupe budgétaire, ni 40 Md, ni 30, ni 20 !

Augmenter les salaires, SMIC à 2000 € brut, rétablir l'échelle mobile des salaires, ça relancera la consommation, l'économie, générera des emplois, des impôts et des cotisations.

Augmenter nettement au-delà de l'inflation le budget de la Sécurité sociale, des services publics, de la transition écologique.

Abroger la réforme des retraites, augmenter les retraites.

Nous avons vu que les moyens budgétaires sont faciles à trouver à condition d'en avoir la volonté politique.

Au-delà c'est une République sociale qui est nécessaire.

Il n'y a aucun avenir avec les Lecornu 1,2,3. Malgré la baisse du pouvoir d'achat l'épargne augmente : tout le monde se dit qu'avec la politique actuelle l'avenir sera encore pire que le présent. La politique de Macron crée la stagnation, un profond désarroi et une immense colère.

Certes nous ne sommes plus au moment du Conseil National de la Résistance. Néanmoins la logique qui a été nécessaire pour redresser une France exsangue reste largement valide : la Sécurité sociale, les services publics, des pôles publics incluant des nationalisations ou renationalisations (sinon ils seront obligés de suivre les règles de leurs puissants concurrents), un code du travail du 21^{ème} siècle. Des investissements notamment dans l'éducation, la recherche, l'hôpital public. La protection sociale devra sortir du privé lucratif, l'industrie, la transition écologique, relancées.

Une République sociale est non seulement nécessaire, en ce 21^{ème} siècle elle est possible.

ACTUALITE SOCIALE

Quand la mise en concurrence se solde par une victoire des opérateurs historiques

Il y a quelques jours deux décisions ont bénéficié aux opérateurs historiques que sont la SNCF et la RATP.

Dans le sud-est d'abord, la SNCF a remporté l'attribution de cinq dessertes TER, seule la ligne Marseille – Nice ayant été confiée à l'opérateur allemand Transdev. Il faut dire que le choix de Transdev par la région Provence Méditerranée n'a pas été bénéfique pour les usagers : prix des billets plus cher, ponctualité des trains défaillante, trains parfois bondés. Des améliorations ont certes été observées mais ça complique toujours les choses pour les usagers obligés de s'adresser à deux compagnies lorsque leur gare de départ ou leur gare d'arrivée est au-delà de ces gares.

Autre bonne nouvelle : l'attribution à la RATP de l'ensemble des lignes de bus dans Paris. Nul doute que si cela n'avait pas été le cas cela aurait été très compliqué pour les usagers qui sont parfois obligés d'emprunter plusieurs lignes pour se rendre d'un point à un autre.

En tout état de cause, la mise en concurrence voulu par Bruxelles avec l'assentiment du gouvernement ne répond à aucune justification du point de vue de la qualité du service. Seul compte le côté mercantile. Le marché une fois obtenu, l'opérateur privé ne tarde pas à augmenter ses prix. Parfois la qualité de service se détériore au fil des ans comme on l'a vu pour les chemins de fer en Grande-Bretagne qui vient de procéder à une renationalisation.

AVEZ-VOUS REMARQUE ?

La Commission des affaires européennes de l'Assemblée nationale a voté à la quasi-unanimité une résolution contre l'accord UE/ USA qui rappelons-le introduit une augmentation injustifiée des taxes sur les produits européens vendus aux USA, sans aucune contrepartie sur les importations des Etats-Unis vers l'Europe. La France -et notamment son agriculture- est particulièrement touchée par cette mesure.

BREVES SOCIALES

Privatisation du rail : Les comptes de Trenitalia France ont encore déraillé en 2024... Les pertes s'alourdissent ; elles s'établiraient à 68,4 millions d'euros. Au total, l'aventure française lui aura déjà coûté 153 millions d'euros de pertes cumulées.

Sachant que pourtant, Trenitalia a de fortes réductions sur les péages ferroviaires...

Sachant que plus de 800 millions d'euros d'argent public sur 10 ans sont donnés au privé, le coût du kilomètre-train sera de 20 euros contre 15,80 avant la privatisation. Soit 25 % d'augmentation de la subvention publique "

Et sur le terrain, on observe les débuts très chaotiques de Transdev sur la ligne Marseille-Nice : retards, mauvaise gestion des pannes... Les usagers constatent que la SNCF gérait mieux ! Les conducteurs SNCF qui effectuaient cette liaison avaient au moins dix ans de route, chez Transdev, ils ont en majorité des débutants et des recalés à l'examen à la SNCF ont été embauché dans l'urgence. Les prix sont parfois plus chers qu'en TGV. Exemple avec un Marseille-Nice ce mercredi 20 août, le prix TER Zou de Transdev est de 40,80 euros, ;en TGV, le prix le moins cher proposé par la SNCF est de 36 euros

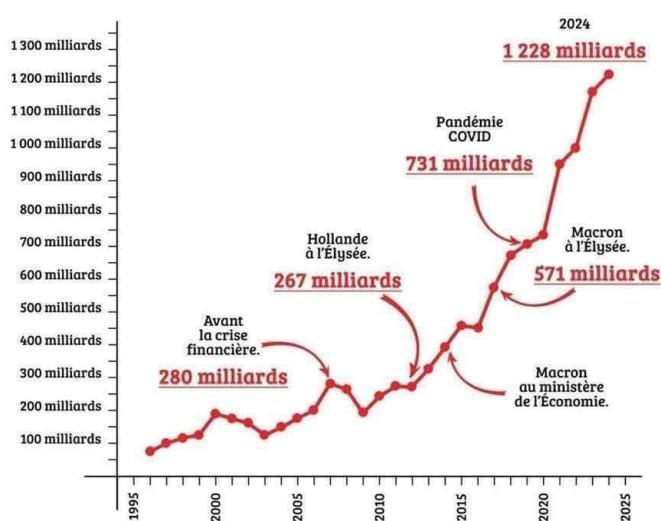
Santé : aggravation de la mortalité infantile en France. Le taux de mortalité infantile est presque deux fois supérieur pour les employés, les ouvriers et les femmes inactives que pour les cadres. Là encore, ce funeste constat traduit tout à la fois la prévalence de nombreux risques morbides liés à la précarité (en particulier l'obésité) mais également la chute spectaculaire du suivi médical des familles vivant dans les zones rurales ou périurbaines dans un contexte de désertification médicale généralisée en dehors des grandes métropoles.

Dans ce contexte, il est impératif de réviser drastiquement et rapidement le système d'exonérations de cotisations patronales consenties aux entreprises qui privent la Sécurité sociale de recettes structurelles, sans effet sur l'emploi d'ailleurs ! Comme nous l'avons déjà suggéré dans Réso, il est urgent d'envisager une restriction de la liberté d'installation des médecins afin de lutter contre la désertification médicale. Il faut cesser de parler de prévention et s'en donner les moyens : la prévention représente à peine 2% des dépenses de santé. Enfin, la situation dramatique de l'hôpital public nécessite des mesures d'urgence axées sur la remise à plat de la Tarification à l'activité ainsi qu'un moratoire sur la suppression de lits d'hospitalisation et sur la fermeture des établissements de santé de proximité.

La France des grandes fortunes... et la France de la pauvreté :

LE BRAQUAGE DU SIÈCLE

Évolution des 500 plus grandes fortunes de France
(patrimoines cumulés)



Source: classement Challenges

10 millions de pauvres en France ! Pendant ce temps, les actionnaires du CAC40 ont reçu 100 milliards d'euros de dividendes et l'indice boursier des banques européennes est en hausse de 29% (du jamais vu depuis 1997 !). Il suffit de voir l'évolution des fortunes dans notre pays... Et il faudrait en plus que les classes populaires fassent des sacrifices !

COUP DE GUEULE

Agriculture : Mais où sont donc passés les Duplomb la joie ?

*Quand les médias présentent la FNSEA, dont on connaît le dogme libre-échangiste- comme l'organisation syndicale agricole qui incite à la mobilisation des agriculteurs contre l'accord avec le Mercosur, il est utile de se pencher sur l'état de l'agriculture en France, ses mobilisations et ceux qui prétendent la défendre. Cet article est largement inspiré des propos de **Patrick Le Hyaric** dans « **La Terre** ».*

Où sont donc passés les prétendus défenseurs des paysans, qui voulaient leur faire croire qu'il fallait d'urgence « lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur ». Les agriculteurs sont en ce moment en train de subir au moins trois événements qui montrent que ce n'est pas le manque de pesticides qui les plombe, mais le trop de libéralisme.

Parlons d'abord des betteraves. Le premier groupe sucrier, Téréos, ferme 3 sucreries. Une à Abbeville (Somme), une autre à Vic (Aisne) et la 3ème à Marconnelle (Pas-de-Calais). Près de 240 salariés vont perdre leur emploi et des dizaines de paysans vont arrêter la production de betterave à sucre. Pourquoi ? Non pas pour les raisons que prétendait réparer la fameuse loi Duplomb mais en raison d'un règlement européen de 2005 qui oblige la France à réduire sa production de sucre d'au moins 6 millions de tonnes. La France n'ayant réduit sa production que de 2,1 millions de tonnes, le Conseil des ministres de l'Union européenne lui enjoint d'appliquer la directive afin de permettre à des pays tiers d'exporter leur production sucrière vers l'Union européenne sans aucun droit de douane. À ceci s'ajoute une délibération de l'Organisation mondiale du commerce au profit du Brésil, de la Thaïlande et de l'Australie demandant à l'Union européenne de ne plus soutenir sa production sucrière. Cette splendeur du capitalisme et ses joies du « marché ouvert où la concurrence est libre » a conduit le même groupe Téréos qui licencie en France à s'implanter au Brésil où il fabrique du sucre de canne qu'il exporte en Europe. Mais où est passé le sieur Duplomb qui n'y trouve rien à redire...

Second exemple : Le groupe laitier Lactalis qui bénéficie de 18,6 millions d'euros d'aides publiques selon le rapport de la commission d'enquête sénatoriale, mais compresse les prix du lait à la production, éjecte des producteurs de nos régions de sa collecte. Après s'être implanté au Brésil au printemps, ce groupe a acquis au mois de juin, le groupe laitier américain Général Mills. Et, il vient d'acquérir la semaine dernière une entreprise laitière en Nouvelle-Zélande. Autrement dit, Lactalis, comme Téréos, veulent profiter à plein des traités de libre-échange pour grossir leurs profits tout en étouffant nos producteurs, avec le projet d'importer du lait et des produits laitiers, du sucre, des biocarburants fabriqués à partir des grandes fermes-usines dans les pays du Pacifique.

On cherche en vain, à ce propos, les protestations indignées de Monsieur Duplomb et de ses amis qui veulent « lever les contraintes au métier d'agriculteur ». La pire des « contraintes au métier d'agriculteurs » est bien l'insertion de l'agriculture dans l'économie capitaliste mondialisée.

Prenons un dernier exemple : Le prix du blé acheté à la ferme frôlait les 300 euros la tonne en 2022. Il n'est plus aujourd'hui qu'à 180 euros la tonne. Le coût de production moyen d'une tonne est estimé selon les exploitations aux alentours de 220 euros. Le producteur de blé perd donc de l'argent en travaillant.

Que disent, ici encore, Monsieur Duplomb et sa clique protégeant les parasites lovés au cœur du système. Rien. Silence.

Paysans, les gouvernants mentent. Votre ennemi ce ne sont pas les normes, mais la voracité des prédateurs capitalistes.

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de Résistance Sociale, association loi 1901 :

Siège social : 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet : www.resistancesociale.fr

Courriel : webmaster@resistancesociale.fr

Présidente de RESO et directrice de la publication : Marinette BACHE